

LE SAHEL CENTRAL - LES ENFANTS Premières Victimes et Grands Oubliés de la crise !

10.8 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire. 15 Mois après la rencontre Ministérielle sur le Sahel Central, le Burkina Faso, le Mali et le Niger demeurent confrontés à une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent, qui touche les enfants avec une acuité particulière. L'escalade de la violence, les déplacements continus de population, alliées à une insécurité alimentaire grandissante, ont un impact direct sur les enfants qui représentent plus de la moitié de la population. Dans une région où une personne sur deux a moins de 15 ans, les impacts spécifiques de cette crise sur les enfants doivent trouver des réponses. A défaut, et en dépit des efforts déployés pour répondre aux multiples défis que rencontre cette région, une génération entière d'enfants risque d'être oubliée !

L'Éducation : Un secteur qui illustre à souhait les risques qui pèsent sur les enfants !

On estime à plus de 2.1 millions le nombre de personnesⁱ déplacées dans les 3 pays du Sahel Central, dont une large partie sont des enfants et adolescents. Les menaces et les attaques délibérées et ciblées contre les écoles, les élèves et les enseignants y sont devenues monnaie courante. Entre 2015 et 2019, la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques a enregistré plus de 430 attaques contre l'éducation dans la région. Ce nombre a triplé entre 2019 et 2020ⁱⁱ. A la fin de l'année 2021, on estimait à plus de 5500ⁱⁱⁱ le nombre d'écoles fermées ou non opérationnelles en raison d'attaques directes contre les infrastructures et le personnel de l'éducation, dont [3280 au Burkina Faso](#)^{iv}. L'insécurité a conduit plus de 1 000 000 enfants hors des écoles^v.

Cette dégradation continue de la sécurité dans le Sahel central exacerbe les problèmes structurels préexistants au sein d'un système éducatif déjà défaillant. Alors que 55% des enfants âgés de 6 à 14 ans n'étaient pas scolarisés avant la crise^{vi}, la fréquentation scolaire est passée de 2 enfants sur 3 scolarisés en janvier 2021, à 1 enfant sur 2 en juin 2021. Dans les trois pays concernés, les données montrent que les principaux obstacles à l'Éducation (outre le manque de ressources financières) ont été la fermeture ou la destruction d'écoles et l'insécurité à l'école^{vii}. Ces attaques répétées et délibérées contre le système éducatif participent à déscolariser les enfants, qui sont contraints de parcourir de longues distances, voire parfois de résider loin de leurs familles pour poursuivre leur scolarité. Il devient aussi de plus en plus difficile de trouver des enseignants motivés à transmettre leur savoir. Cet environnement conduit à une baisse de la qualité éducative, de l'apprentissage et du niveau d'Éducation en général. En 2020, le Burkina Faso était le deuxième pays au monde en termes de nombre d'attaques contre les écoles et les hôpitaux.

Lors de la dernière conférence sur la Déclaration sur la Sécurité dans les Ecoles, qui s'est tenu à Abuja en Octobre 2021, les gouvernements du Burkina Faso, du Mali et du Niger, ont réaffirmé leur attachement à cette Déclaration sur la sécurité dans les écoles. Il convient à présent de mettre en œuvre ces engagements en s'engageant à protéger et à poursuivre l'éducation dans les conflits armés. Mais cet ambitieux chantier nécessitera, un appui de la Communauté Internationale pour innover et relancer un système Éducatif à l'agonie, après le COVID 19 et l'intensification des attaques contre les écoles. A défaut, et si une génération entière est privée d'éducation, c'est l'avenir de ces pays qui sera inéluctablement hypothéqué.

Protection : Un défi majeur qui touche aussi et surtout les enfants !

En Octobre 2020, La rencontre Ministérielle, concluait que « *La crise au Sahel central est également une crise de protection. La centralité de la protection doit être reflétée dans les plans de réponse humanitaire*^{viii} ». Avec 3,6 millions d'enfants^{ix} ayant besoin d'une assistance de protection en 2022 (contre 2,8 millions en 2021)^x, la violence et l'insécurité ont augmenté de manière exponentielle les besoins de protection pour les enfants dans le Sahel central.

Avec 76 % des filles mariées avant l'âge de 18 ans, le Niger reste le pays avec le plus fort de prévalence de mariages d'enfants au monde^{xi}, suivi de près par le Burkina Faso et le Mali^{xii}. Or il est reconnu que les enfants des pays en conflit sont plus vulnérables aux risques de violence sexuelle, de mariage d'enfants, de grossesse chez les adolescentes. Au Nigeria, la fermeture des écoles dans les États du Nord, a ainsi été suivi par une augmentation du nombre de cas signalés de mariages d'enfants et de grossesses chez les filles en âge d'aller à l'école. Si les enfants, et notamment les filles, continuent d'être exposés aux mariages d'enfants, aux violences sexuelles basées sur le genre, l'augmentation des violations graves est en train de marquer un tournant dans la région en termes de menace pour les enfants.

Dans une récente étude, sur **Conflits au Sahel : Les enfants Abandonnés – L’histoire du recrutement illégal d’enfants par les groupes armés au Sahel**, Save the Children vient de confirmer le risque de recrutement croissant par les groupes armés auxquels se trouvent exposés les enfants et les jeunes de ces trois pays. Cette étude porte notamment un éclairage nouveau sur les « motivations » des enfants et des jeunes à rejoindre certains groupes armés. Elle souligne notamment que de nombreux enfants et adolescents rejoignent ces groupes pour **être protégés, accéder à des sources de revenus ou encore acquérir un statut social**. Cette recherche renforce l’idée qu’au Sahel, les enfants se sentent abandonnés et se retrouvent sans perspective d’avenir.

L’Afrique de l’Ouest et du Centre est la seconde région au monde en termes de nombre de violations graves sur les enfants. Une violation grave sur 4 a lieu dans cette région^{xiii}. En 2020, le Mali était le cinquième pays au monde ayant le plus grand nombre de cas de violences sexuelles sur les enfants et d’enlèvement d’enfants vérifiés. Il était le sixième pays au monde en termes de recrutement et d’utilisation des enfants dans les situations de conflits.

Cette violence expose des millions d’enfants aux horreurs des conflits, qui peuvent avoir des conséquences complexes et bouleversantes sur leur santé mentale. La prise en compte des besoins spécifiques des enfants, notamment en termes de protection et d’éducation, est une question centrale pour aider le Sahel Central à sortir de la crise. Les nombreux engagements pris ces dernières années sur les questions de protection, d’éducation ou de mariage des enfants, tardent à être mis en œuvre. Avec des budgets dédiés à la protection entre 13 % et 28% selon les pays^{xiv}, faire de la protection une priorité des plans de réponse humanitaires demeure une priorité absolue.

Prévenir une crise alimentaire et nutritionnelle de grande ampleur :

Les derniers résultats consolidés et validés du Cadre Harmonisé (octobre-décembre 2021), témoignent d’une situation alimentaire et nutritionnelle globalement préoccupante dans le Sahel Central. En effet, ces chiffres nous informent que 23,7 millions d’habitants (environ 7% de la population) d’Afrique Centrale et de l’Ouest sont en situation de crise, d’urgence ou de catastrophe alimentaire. La situation est tout aussi préoccupante pour les pays du Sahel Central, avec un total de **5 385 850 (14,28%)** personnes en situation de crise alimentaire et plus de 400 000 enfants en situation de malnutrition sévère pour la période Octobre – Décembre 2021^{xv}.

Ces chiffres pourraient augmenter de manière significative, si des mesures adéquates ne sont pas prises pour atténuer cette crise. Les projections d’ici Juin 2022 estiment que 8 111 553 personnes **seront en situation de crise alimentaire pour la** période de soudure, réparties comme suit^{xvi}.

- Le Burkina Faso : **2 632 503**
- Le Mali : **1 841 067**
- Le Niger : **3 53 637 983**

En plus des menaces d’insécurité alimentaire auxquelles les enfants du Sahel central sont confrontés, la malnutrition aiguë et chronique chez les enfants de moins de 5 ans est alarmante. Ainsi, au Burkina Faso, 8,4% des enfants souffrent de malnutrition aiguë et 24,9% de malnutrition chronique^{xvii}. Au Niger, la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de cinq (5) ans est de 12,5% au plan national. Si on note une disparité entre les régions, ce taux place le pays dans une situation d’alerte conformément au seuil de 10% de l’OMS. Ces seuils indiquent que quatre régions (Agadez, Maradi, Tahoua et Zinder) sont dans une situation précaire et la région de Diffa dans une situation d’urgence.

Cette situation résulte directement de divers facteurs, tels que la sécheresse, l’impact de la covid-19 ou encore, le prix élevé des denrées alimentaires de base. Dans les trois pays du Sahel Central, l’insécurité, les insurrections et les enlèvements semblent devenir les principaux facteurs d’insécurité alimentaire et nutritionnelle. Mais une fois encore, les enfants en seront les principales victimes.

Crise au Sahel central

Réunion de Haut Niveau - 27 Janvier 2021



Recommandations clés : Malgré les efforts entrepris par les Etats, leurs partenaires et les organisations humanitaires pour venir en aide aux populations dans le besoin, la situation de crise que traverse le Sahel continue de se détériorer. L'insécurité frappe plus sévèrement les populations les plus vulnérables issues des ménages très pauvres à savoir les femmes et les enfants. Avec 50% de la population du Sahel central ayant moins de 15 ans, une attention particulière doit être accordée à la situation des enfants et des adolescents. A défaut, une large partie de la population continuera d'être oubliée, avec les conséquences dramatiques qui s'en suivraient. Lors de la Rencontre de Haut Niveau sur le Sahel, Save the Children recommande aux gouvernements, aux partenaires techniques et financiers, aux organisations sous-régionales (CILSS, CEDEAO, UEMOA) et aux acteurs humanitaires et de développement de :

Réagir dès maintenant pour éviter une génération non scolarisée en :

- Garantissant la mise en œuvre effective de la Déclaration sur la Sécurité dans les écoles, endossée par les Etats du Sahel Central, via la mobilisation de ressources suffisantes pour garantir une continuité éducative pour les enfants affectés par les conflits ;
- Reconstruire des systèmes éducatifs meilleurs et plus résilients disposant de financements substantiels, de qualité, flexible et pluriannuel, en garantissant un financement approprié des programmes d'éducation dans les situations d'urgence pour maintenir les possibilités d'enseignement à distance et aider à renforcer les systèmes éducatifs dans les zones touchées par les conflits ;
- Rouvrir les écoles fermées en raison d'un conflit, lorsque c'est possible et sûr, en dialoguant avec les parties au conflit, les communautés et les enfants et veiller à ce que les écoles, les enseignants et les espaces d'apprentissage soient protégés des attaques et pour protéger les écoles et universités contre l'utilisation militaire pendant les conflits armés ;
- Mettre en place des interventions ciblées et étendre les services de protection sociale pour maintenir les enfants à l'école, notamment des filles et des groupes d'enfants les plus marginalisés qui risquent d'abandonner l'école.

Protéger les civils, notamment les enfants touchés par les conflits armés et les filles en :

- **Considérant la crise du Sahel central comme une crise de protection et en reconnaissant que les enfants touchés par les conflits et l'insécurité courent un risque sérieux de violation de leurs droits légaux** et que ceux qui ont été recrutés ou utilisés par une force ou un groupe armé sont victimes d'une violation de leurs droits légaux en vertu de la CDE des Nations Unies (indépendamment de l'idéologie ou des actions de ce groupe) et que les enfants ne doivent pas être arrêtés, détenus ou menacés uniquement en raison de leur association réelle ou perçue avec un groupe armé.
- **Reconnaissant la situation nouvelle, inquiétante et spécifique que vivent les enfants au Sahel Central**, notamment à travers, l'intégration et la prise en compte des besoins spécifiques de protection des enfants dans les plans de réponses humanitaires, à travers notamment la mise en place de plan de réponse afin d'arrêter le recrutement et l'utilisation d'enfants, mais aussi pour libérer immédiatement les enfants associés aux forces et groupes armés vers des services spécialisés de protection de l'enfance.
- **Approuvant et en mettant en œuvre les lois et normes internationales** (et nationales) telles que le Protocole facultatif sur les conflits armés, les Principes et engagements de Paris et la Déclaration sur la sécurité dans les écoles pour lutter contre la vulnérabilité des enfants au recrutement et à d'autres violations **et en encourageant la justice pour toutes les victimes.**
- **Respecter leurs obligations légales et internationalement reconnues en matière de protection des enfants contre le recrutement**, en renforcent la surveillance et le signalement des violations graves des droits des enfants et rendre compte des progrès réalisés dans la lutte contre les six violations graves des droits de l'enfant.

Prévenir une crise alimentaire et nutritionnelle de grande ampleur en :

Développant des Plans Nationaux de Réponse pour fournir une assistance alimentaire nutritionnelle immédiate aux populations vulnérables.

- Prendre les mesures appropriées pour faciliter l'accès des populations vulnérables aux organisations d'aide humanitaire en assurant l'accès aux zones inaccessibles.
- Développer des actions de renforcement de la résilience pour les personnes sous pression, en particulier des activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes, afin d'éviter la détérioration rapide des moyens de subsistance.

- Poursuivre et renforcer les mesures de prévention et de prise en charge de la malnutrition aiguë dans les zones où des taux d'alerte urgente sont signalés.

Elaborant et mettant en œuvre un plan régional de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles

- Développer et mettre en œuvre à temps des programmes régionaux d'urgence pour fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle afin de sauver des vies humaines.
- Élaborer des plans régionaux de réponse pour les populations vulnérables afin de protéger leurs moyens de subsistance, en particulier ceux des ménages pastoraux qui ont subi les effets d'une période de soudure précoce.
- Poursuivre et renforcer les capacités des systèmes d'information nationaux pour harmoniser la collecte, le traitement et la diffusion des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

ⁱ Humanitarian Snapshot, OCHA, Nov- Dec. 2021, Burkina Faso, Mali and Western Niger

ⁱⁱ Groupe de Travail Régional sur la Protection de l'Enfance dans les situations humanitaires, décembre 2021

ⁱⁱⁱ Selon les derniers chiffres connus, on estime que 5517 écoles étaient fermées début 2020. Au **Niger**, au 31 décembre 2021, on dénombrait 616 écoles fermées dont 15 établissements secondaires, impactant 55 978 enfants dont 26 981 filles. Au **Mali**, le dernier rapport du cluster Education (**Novembre 2021, soit post rentrée**) indique que **1 621** écoles sont non fonctionnelles, soit 19%, affectant **486 300 enfants** et **9 726 enseignants**. Au Burkina Faso, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales a déclaré qu'au 31 décembre 2021, 3 280 écoles avaient été fermées soit 13,09% des écoles du pays.

^{iv} Ce chiffre représente 13,09% des écoles du pays qui sont fermées.

^v On estime qu'au Burkina Faso 511 221 enfants ne sont plus en classe à cause des écoles fermées, contre 486 300 au Mali et 55 978 au Niger, soit 1 053 499 enfants hors des classes à cause des attaques contre les écoles dans ces trois pays.

^{vi} <https://www.unicef.org/uk/press-releases/2-3-million-children-in-need-of-protection-in-the-central-sahel-region-in-2020/>

^{vii} Regional Education in Emergencies Working Group on education under attacks in 2021 – Presentation done in October 2021

^{viii} Synthèse conjointe des Co Présidents- Réunion Ministérielle sur le Sahel Octobre 2020,

^{ix} Ce chiffre regroupe (1) **678 107 enfants au Niger** répertoriés dans le PIN 2022 et qui ont besoin d'assistance en protection de l'enfance (auxquels nous aurions pu ajouter 410 000 enfants concernés par les VBG et nécessitant une prise en charge), (2) Selon le HRP 2022 (en cours de finalisation à la date du 21 01 2022) **927 000 enfants au Burkina Faso ont des** besoins « prioritaires » au Burkina Faso sur les 1,740 000 de personnes identifiées. **Au Mali, 3 464 366 personnes** ont un besoin urgent de protection (source HNO 2022 du Mali). Il s'agit du nombre total de personnes déplacées internes (PDI), et un pourcentage représentatif des personnes déplacées internes retournées, des personnes rapatriées et de la population locale dans les cercles prioritaires des régions de Gao, Kidal, Ménaka, Mopti, Ségou, Tombouctou, Kayes, Koulikoro, Sikasso et Bamako. Parmi les personnes dans le besoin figurent 1 961 449 enfants (dont 1 174 721 filles et 786 728 garçons).

^x Groupe de Travail Régional sur la Protection de l'Enfance dans les situations humanitaires, décembre 2021

^{xi} [Filles, Pas Epouses](#)

^{xii} <https://www.unicef.org/wca/media/2596/file/Child%20Marriage%20in%20WCA%20-%20At%20a%20Glance.pdf>

^{xiii} [15 years of Grave violations in West and Central Africa \(UNICEF\)](#)

^{xiv} Sur la base du Suivi de Système financier de OCHA à la date du 20/01/2022, au Niger, la partie Protection du Plan de Réponse Humanitaire au [Niger](#) n'a été financé qu'à hauteur de 28,8%, contre 13,9% au [Mali](#) et 15,4% au [Burkina Faso](#),

^{xv} Humanitarian Snapshot, OCHA, Nov- Dec. 2021, Burkina Faso, Mali and Western Niger

^{xvi} Sahel and West African; Food and Nutrition Security Situation- Cadre Harmonisé, Novembre 2021.

^{xvii} [WFP HungerMap](#)